



## Canada. Dix années de gouvernance conservatrice rétrograde et destructrice des valeurs canadiennes (2006-2015)

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2016

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Économie](#), [Guerre USA OTAN](#)

Le 19 octobre dernier le Canada a mis un terme à un régime politique qui a exercé le pouvoir pendant une décennie, un régime dont les effets dévastateurs sur les plans politique, économique, social et environnemental se feront sentir pendant longtemps. L'analyse que nous proposons dans cet essai traitera des faits saillants des politiques intérieure et extérieure qui ont guidé ce régime en soulignant les éléments qui ont marqué cette période de l'histoire du pays de façon décisive.

Sur le plan intérieur, le gouvernement conservateur s'est acharné sur les droits humains en s'attaquant à la liberté d'expression dans plusieurs champs d'intervention et, notamment, dans celui du monde scientifique. Vers la fin de son mandat il a imposé le Bill 51 sur des dispositions anti-terroristes, ce qui est venu porter préjudice à la vie privée. Le bilan de ses actions concernant le bien-être des Premières Nations s'est soldé par un échec, leur état s'étant grandement détérioré au cours des dernières années. Le processus de militarisation du pays s'est considérablement développé avec une augmentation continue des dépenses militaires et avec le déploiement de navires de guerre dans l'Arctique en prétextant la sauvegarde des droits de souveraineté du pays dans cette région. L'exploitation et le transport du pétrole extrait des sables bitumineux de l'Alberta fortement encouragées par ce régime ont été condamnés par les protagonistes de la protection de l'environnement un peu partout dans le monde.

En bref, les déclarations ministérielles et le bagage législatif de ce régime ont semé la controverse dans tous les domaines et ont suscité des réactions vives de la part des partis de l'opposition et de celle de la société civile.

Les relations du Canada avec le reste du monde ont été marquées par une attitude servile devant les exigences de l'impérialisme et, tout spécialement, devant les ordres de l'US-OTAN. Le Canada, durant cette période, a appuyé les grandes puissances dans leurs interventions en participant activement à la guerre contre l'Afghanistan (La participation du Canada à la guerre contre l'Afghanistan, [wsws](#), 16 octobre 2001), à la guerre contre la Libye en 2011 et, un peu plus tard, à celle livrée par la coalition en Syrie et en Irak. Il a apporté son support au régime ukrainien dans son projet de rapprochement avec l'UE et dans le processus de militarisation accrue de ce pays et des pays de l'Europe orientale. Il s'est joint aux démonstrations de marginalisation de V. Poutine au Sommet du G20 tenu à Brisbane en novembre 2014 (A Brisbane, tous contre Poutine, [ledevoir.com](#), 17 novembre 2014).

Son appui à Israël a été indéfectible même au cours des guerres que cet État a livrées contre les Palestiniens de Gaza. En Amérique latine, la tournée effectuée en 2011 par le Premier Ministre en dit long sur les rapports du Canada avec le sous-continent. Les quatre pays faisant l'objet d'une visite furent le Brésil, le Costa Rica, la Colombie et le Honduras. Les deux premiers pour le développement des affaires commerciales et les deux autres pour rendre légitimes ces régimes répressifs et n'ayant aucun respect pour les droits humains et les libertés fondamentales.

Dans cet essai, nous exposerons d'abord les éléments de la politique conservatrice dans la gouvernance du pays, ensuite les relations que le Canada a entretenues avec le reste du monde durant cette période et, dans une troisième partie, les espoirs de l'avènement de changements majeurs promis par le nouveau gouvernement libéral.

## **I. La politique intérieure**

Sur le plan intérieur, nous faisons état des performances désastreuses de l'économie, des atteintes à la vie privée et aux droits de la personne, de l'imposition du silence aux scientifiques, du processus intensif de militarisation de l'Arctique, de la détérioration des conditions de vie des Premières Nations, des exportations dans des pays affectés par des régimes répressifs et d'une augmentation importantes des dépenses militaires.

### **La performance économique sous le gouvernement conservateur. La pire des 16 gouvernements qui se sont succédé entre 1946 et 2015 selon Unifor.**

Un rapport d'Unifor publié à la fin de juillet 2015 révèle que le bilan économique du gouvernement Harper est le pire de l'histoire du Canada de l'après-guerre

Selon les constats exposés par UNIFOR, « alors que le Canada sombre possiblement dans une autre récession, une nouvelle analyse globale du bilan économique du gouvernement conservateur de Stephen Harper présente un portrait accablant de près d'une décennie d'échecs économiques. Le rapport intitulé « Rhétorique et réalité : évalue le bilan économique du Canada sous le gouvernement Harper », rédigé par les économistes Jim Stanford et Jordan Brennan du syndicat Unifor, évaluent la performance de neuf gouvernements fédéraux depuis 1946 jusqu'en 2014 ».

« Sous le gouvernement conservateur actuel, l'économie canadienne ne s'est jamais si mal portée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Le gouvernement Harper se classe dernier parmi les neuf gouvernements de l'après-guerre, et de façon significative. Il se range loin derrière le deuxième pire gouvernement, soit celui de Mulroney entre 1984 et 1993 ».

Le rapport indique aussi que les faibles résultats économiques du gouvernement conservateur de Stephen Harper ne peuvent être attribués à la récession de 2008-2009. Le Canada a connu un total de dix récessions depuis 1946, et certains premiers ministres ont dû composer avec plus d'une récession pendant leur mandat. La reprise depuis la crise de 2008-2009 a été la plus faible de toutes les reprises économiques depuis 1946 ».

Jim Stanford et Jordan Brennan ont comparé les données annuelles de Statistique Canada avec d'autres sources publiques disponibles en ciblant 16 indicateurs traditionnels utilisés pour évaluer le progrès et le bien-être économiques. Ces indicateurs sont :

L'emploi : Création d'emplois, taux d'emploi, taux de chômage, taux de participation, emploi des jeunes, qualité des emplois.

La production : Croissance du PIB réel (absolue et par tête), investissement des entreprises, exportations, croissance de la productivité.

La répartition et l'endettement : Revenu personnel réel, inégalités, services publics fédéraux, endettement personnel, dette publique.

« Pour 13 indicateurs sur 16, le gouvernement conservateur de Stephen Harper se classe dernier ou avant-dernier parmi les premiers ministres d'après-guerre. Sur les 16 indicateurs, son rang moyen est le pire de tous, et de loin ».

« Même à l'échelle internationale, le Canada est nettement moins bien classé que ce qui a été prétendu. L'économie du Canada a chuté dans la moitié inférieure de tous les pays de l'OCDE sous le gouvernement Harper, selon des indicateurs de création d'emplois et de croissance du PIB en fonction de la population ».

« Compte tenu des données publiées sur sa croissance économique négative à ce jour en 2015, le Canada plongera encore davantage dans le classement des pays industriels en cours d'année. L'allégation du premier ministre Harper selon laquelle l'économie canadienne 'fait l'envie du monde entier' entre en pleine contradiction avec les données internationales. » (<http://www.newswire.ca/fr/news-releases/un-nouveau-rapport-revele-que-le-bil-an-economique-du-gouvernement-harper-est-le-pire-de-l-histoire-du-canada-de-lapres-guerre-519888441.html>).

## **Des atteintes aux droits d'associations. Les syndicats et les ONG**

Le gouvernement conservateur s'est acharné sur les associations de la société civile en cherchant à exercer un contrôle sur leurs activités. Nous présentons ici celui qui a affecté les syndicats et les ONG.

### **Les syndicats. Plusieurs lois spéciales limitant les droits des travailleurs.**

Les données du tableau 1 exposent ces nombreuses mesures affectant profondément les droits des travailleurs. Adoption en 2011 et 2012 de cinq lois spéciales pour forcer le retour au travail, mettre un terme à des négociations ou imposer une offre finale chez trois entreprises vitales pour l'économie du pays. En 2013, modification des normes de santé et de sécurité dans la fonction publique pour réduire la possibilité de refuser le droit de refus. En 2013, élimination des crédits d'impôts dont jouissaient les fonds des travailleurs. En 2015, adoption d'une loi pour rendre plus difficile la syndicalisation et faciliter la désyndicalisation des employées et employés de juridiction fédérale (C-525). La même année, adoption d'une loi (C-377) obligeant les syndicats à publier tous les détails de leurs finances d'une manière qui n'est exigée à aucune association citoyenne, par exemple les associations patronales.

À ces différentes mesures se sont ajoutées plusieurs interventions limitant le droit des femmes à l'équité salariale dans la fonction publique (tableau 2).

### **Tableau 1. Un anti-syndicalisme primaire avec un ensemble de lois spéciales pour forcer le retour au travail et pour affaiblir les droits des travailleurs**

**2011-2012** : Adoption de cinq lois spéciales pour forcer le retour au travail, mettre un terme à des négociations ou imposer une offre finale chez Postes Canada, Air Canada et Canadian Pacific.

**2013**: Modification des normes de santé et de sécurité dans la fonction publique pour réduire la possibilité de refuser le droit de refus.

**2013**: Élimination des crédits d'impôts dont jouissent les fonds des travailleurs

**2015**: Adoption d'une loi pour rendre plus difficile la syndicalisation et faciliter la désyndicalisation des employées et employés de juridiction fédérale (C-525).

Adoption d'une loi (C-377) obligeant les syndicats à publier tous les détails de leurs finances d'une manière qui n'est exigée à aucune association citoyenne, par exemple les associations patronales.

Source : CSQ. Bilan du gouvernement conservateur, juin 2015.

## Tableau 2. **Négation du droit des femmes à l'équité salariale dans la fonction publique**

### **Principales mesures**

- Démantèlement de programmes et mesures visant la défense et la promotion des droits des femmes;
- Diminution du budget de fonctionnement de Condition féminine Canada provoquant la fermeture de 12 bureaux régionaux;
- Abolition du financement public des organismes de défense des droits des femmes et négation de la légitimité de leur action (des groupes oeuvrant depuis des décennies ont dû fermer leurs portes);
- Négation du droit des femmes à l'équité salariale dans la fonction publique;

Source : CSQ. Bilan du gouvernement conservateur, juin 2015.

## **Les dépenses des ONG pour leur participation aux activités politiques placées sous le contrôle du gouvernement**

L'Agence du revenu du Canada (ARC) s'était vu confier en 2012 le travail de surveillance des activités politiques des ONG et, notamment, celles de la Fondation David Suzuki, celles d'Amnistie Internationale Canada, de Kairos et de Canada sans pauvreté ainsi que d'une trentaine d'autres. Une façon d'exercer un contrôle direct sur le comportement des ONG et de s'immiscer dans leurs activités...« Cet exercice avait été accueilli avec anxiété par les ONG qui craignaient de se voir couper les vivres si elles critiquaient le gouvernement conservateur...Les ONG visées devaient engager de nombreuses ressources afin de se plier aux exigences de la vérification, alors que ces groupes ont souvent du mal à joindre les deux bouts » (F. Olivier, Journal Le Devoir, le 21 janvier 2016, p. A 2). Le gouvernement libéral a mis fin à ces vérifications en janvier 2016.

## **L'imposition du silence aux scientifiques**

Selon les propos de Paul Yanick Laquerre, « sous couvert de rectitude politique, cette déclaration vise non seulement à jeter le discrédit sur les scientifiques impliqués dans les recherches en Arctique, mais sur la démarche scientifique elle-même. Discréditer la science est en effet un réflexe instinctif chez Harper et ses sbires. Peut-on croire un instant que les biologistes qui ont fait le décompte des ours polaires se sont cantonnés à leurs bureaux sans procéder à des inventaires spécifiques des populations, ni consulter les humains habitant les régions concernées ? En quoi la démarche de chasseurs ayant fait une observation empirique des proies potentielles serait-elle plus valable que les processus d'inventaire écosystémique ? »

« Non contents de lancer des incantations à leurs collègues malades ou de faire dérapier les travaux parlementaires, les élus conservateurs ont entrepris de bâillonner les scientifiques qui ne partagent pas leurs opinions. Ainsi, 86 % d'entre eux estiment qu'ils seraient victimes de censure ou de représailles s'ils émettaient publiquement un avis contre une mesure gouvernementale susceptible de nuire à la santé, à la sécurité ou à l'environnement et 24% soutiennent qu'on leur a demandé directement d'omettre une information ou de la modifier pour des motifs qui ne sont pas liés à la science ».

« La stratégie tous azimuts du gouvernement Harper est claire : réduire la capacité de l'État de colliger des informations sur l'environnement et la santé, diminuer la capacité d'analyse des agences gouvernementales dont les politiques pourraient être contraires à son idéologie et surtout prendre le contrôle de l'information. Le tout dans un seul but : commercialiser la science et en faire un outil de promotion du pétrole bitumineux et du Plan d'action économique conservateur. Dans l'idéologie conservatrice, tout doit céder le pas à l'économie, y compris la santé, l'environnement et la sécurité publique. Seules la royauté britannique et la religion peuvent parfois trouver grâce » ([http://quebec.huffingtonpost.ca/paul-yanick-laquerre/croisade-gouvernement-harper-contre-la-science\\_b\\_4143572.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/paul-yanick-laquerre/croisade-gouvernement-harper-contre-la-science_b_4143572.html)).

## **Les Premières Nations. Des conditions de vie qui se détériorent**

Le sort des Premières Nations s'est détérioré au cours de l'ère conservatrice. Selon les données colligées par le rapporteur spécial de l'ONU, James Anaya, les conditions de vie des autochtones sont celles de pays pauvres (<http://www.ledevoir.com/galeries-photos/c-est-la-crise-au-canada-dit-le-rapporteur-special-de-l-onu/120439>).

Selon son témoignage rendu par Marie Vastel, « le Canada fait face à une « crise quant à la situation des peuples autochtones du pays », et ce, en raison de la « suppression historique de [leurs] droits » dont ils subissent encore les contrecoups. Au terme d'une visite de neuf jours en sol canadien, le constat que dresse le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est sévère ».

**« Surpopulation dans des logements en piètre état dans les réserves du pays ; un taux de suicide « alarmant » qui est cinq fois plus élevé que chez les jeunes Canadiens qui ne sont pas de descendance autochtone ; un risque huit fois plus élevé pour les femmes autochtones d'être assassinées que leurs consœurs non autochtones ; un taux d'incarcération disproportionnellement élevé. Si les gouvernements canadiens ont bel et bien agi au cours des dernières années pour améliorer les conditions de vie des autochtones, « ces gestes étaient insuffisants », a tranché le rapporteur spécial, James Anaya, au moment de dresser le bilan de son séjour**

en point de presse à Ottawa mardi ».

« Le Canada se classe constamment parmi les meilleurs pays pour son indice de développement humain, et pourtant, malgré la richesse et la prospérité, les peuples autochtones vivent dans des conditions comparables à celles des pays qui arrivent plus bas dans ce classement et où la pauvreté abonde », a résumé M. Anaya ».

« Après avoir visité six provinces et diverses communautés qui s’y trouvent, le rapporteur spécial a raconté avoir été témoin d’un cercle vicieux, les problèmes d’aujourd’hui découlant de ceux de jadis. Aux prises avec des pénuries de logements et la surpopulation chronique qui s’ensuit, par exemple, les jeunes des communautés peinent à étudier à la maison, et ceux qui décrochent des diplômes universitaires dans les grandes villes ne reviennent pas dans leur réserve, où ils ne pourront pas posséder leur propre résidence ni même avoir droit à un logement salubre. Puisqu’il n’y a que peu de possibilités d’emploi, ils ont de surcroît peu d’incitatifs à réintégrer la communauté. Quant à la violence dont sont plus souvent victimes les femmes autochtones, elle découle des bouleversements qu’ont subis les communautés en perdant leurs enfants et une part de leur culture à cause des pensionnats, a analysé M. Anaya ».

« Le problème de fond, résume le rapporteur spécial, c’est que les Premières Nations ont un profond manque de confiance envers les gouvernements, auquel risque de se heurter le projet de loi sur l’éducation promis par Ottawa cet automne. À la veille d’un discours du Trône qui pourrait venir en confirmer les grandes lignes, M. Anaya appelle plutôt Ottawa à mettre son projet en veilleuse pour consulter davantage les Premières Nations, qui affirment avoir été traitées avec indifférence dans un processus unilatéral du fédéral ».

« Sans leur participation au processus menant à l’élaboration de cette loi, celle-ci manquera de crédibilité. » Et le rapporteur réclame un financement du système d’éducation « au moins égal » à celui versé aux écoles non autochtones ».

### « **Récits horribles** »

« Quant aux « récits horribles » de ceux qui ont vécu l’époque des pensionnats autochtones, le rapporteur spécial — qui est professeur de droits de la personne à l’Université d’Arizona — recommande au gouvernement de s’assurer de prendre le temps de faire le point sur ce sombre épisode, pour permettre qu’il y ait réconciliation. **M. Anaya enjoint donc à Ottawa de prolonger le mandat de la Commission de la vérité et de la réconciliation aussi longtemps que nécessaire.** Les conservateurs ont cependant refusé de fournir certains documents à la Commission — ce qui laisse présager qu’ils étaient réticents à bonifier son mandat » ([nationtalk.ca](http://nationtalk.ca)).

« M. Anaya propose enfin de lancer, comme le demandent depuis longtemps les Premières Nations et les partis d’opposition, une « enquête approfondie et nationale » sur les femmes autochtones assassinées et disparues. Là encore, M. Harper a refusé dans le passé d’exaucer cette requête. Invité à réagir aux observations du rapporteur spécial, le ministre des Affaires autochtones a d’ailleurs évité de commenter ces recommandations pour souligner plutôt les gestes posés par son gouvernement dans le passé et qui ont effectivement été salués par M. Anaya ». Le gouvernement libéral a annoncé le déclenchement de cette enquête ([aadnc-aandc.gc.ca](http://aadnc-aandc.gc.ca)).

« Comme le reconnaît le rapporteur, des mesures positives ont été prises et des défis persistent. Les commentaires du rapporteur nous encouragent à continuer de travailler fort pour obtenir des résultats », s’est contenté de dire le ministre Bernard Valcourt, par l’entremise de son attachée de presse, Erica

Meekes. Les néodémocrates ont cependant interprété différemment les propos du rapporteur spécial qui, selon la députée Jean Crowder, a plutôt confirmé « deux faits importants : les communautés autochtones du Canada traversent une crise et la réponse du gouvernement à cette crise est insuffisante. À l’instar de Mme Crowder, le chef national de l’Assemblée des Premières Nations a dit espérer que le rapport de M. Anaya « aide à forcer l’action » du gouvernement fédéral. « Les Premières Nations sont prêtes pour le dur travail. Celui-ci doit débiter maintenant. Il faut que ce soit l’ère de l’action », a déclaré Shawn Atleo » ([ledevoir.com](http://ledevoir.com)).

## La militarisation de l’Arctique

Figure 1. **Le Premier Ministre Stephen Harper dans l’Arctique canadien**



Source :

[http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/08/22/militarisation-arctique-canada-ne-devrait-pas-et-re-complaisant-dit-stephen-harper\\_n\\_5701770.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/08/22/militarisation-arctique-canada-ne-devrait-pas-et-re-complaisant-dit-stephen-harper_n_5701770.html)

« Il importe de dire la vérité sur les enjeux réels entourant la mise en valeur des ressources de l’Arctique. La confrontation entre l’Amérique et la Russie est en place là-haut depuis de nombreuses années, une sorte de « guerre froide » latente qui dessert bien les deux protagonistes. La surveillance de l’Arctique est en fait définie comme étant la veille sur les opérations conduites par la Russie dans cet océan. La quête du maintien de la souveraineté du Canada sur une partie du plateau continental n’est qu’un prétexte pour sa militarisation. Il ne faut pas être dupe. Les intentions profondes de l’OTAN sont d’avoir un contrôle absolu sur l’ensemble des ressources en hydrocarbures de cette région du monde à l’instar de sa recherche de contrôle par la force et la violence armée de celles du Moyen-Orient et de l’Asie centrale. » (<http://www.mondialisation.ca/le-canada-un-plan-national-pour-la-militarisation-de-l-arctique-et-de-ses-ressources-strat-giques/20943>).

## Une augmentation importante des dépenses militaires. Un lourd fardeau pour les finances publiques.

Les dépenses militaires du Canada ont connu une hausse importante de 20% au cours de la dernière décennie passant de 16 à 20 milliards de dollars (SIPRI Milex Data 1988-2014) (tableau 3).

Tableau 3. **Évolution des dépenses militaires du Canada (2005-2014)**

Année	Total
2005	16001

2006	17066
2007	19250
2008	21100
2009	21828
2010	10255
2011	20607
2012	20276
2013	18593
2014	19538

Source : SIPRI

Selon l'analyse de Philippe Hurteau proposée en 2012, « bien que depuis la fin des années 1990 les dépenses militaires connaissent une hausse continue au Canada, une recrudescence de cette tendance est observée sous l'égide du gouvernement Harper... Les dépenses militaires au Canada ont augmenté de 8 G\$ entre 2005-2006 et 2010-2011, soit une augmentation de 54,2 %. Fait intéressant à relever, le niveau actuel des dépenses militaires au Canada est plus élevé qu'à n'importe quel moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » (<https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>).

### **Un fardeau plus lourd pour l'économie canadienne et les finances publiques**

Selon le même auteur, « il est important de mettre en lumière le fardeau de plus en plus lourd que représentent les dépenses militaires pour l'économie canadienne et les finances publiques. La part des dépenses militaires dans l'économie canadienne, soit la part de ces dépenses dans le PIB canadien, est en croissance depuis 2005. À la fin des années 1980, cette part avait grandement diminué en raison de la fin de la guerre froide, jusqu'à atteindre un plancher de 1,1 % du PIB en 2000. Depuis, la part des dépenses militaires dans l'économie a connu une hausse de 43 % » (<https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>).

« La part des dépenses militaires du PIB projetée pour 2011, soit 1,6 %, situe le Canada parmi les pays du monde qui font les plus importants investissements en ce domaine. À titre comparatif, mentionnons que les autres pays du G8 qui ne sont pas membres du conseil de sécurité de l'ONU (soit l'Allemagne, l'Italie et le Japon) consacrent en moyenne 1,3 % de leur PIB aux dépenses militaires. À 1,3 %, la moyenne des pays de l'OCDE est également plus basse que le taux de dépenses militaires affiché par le Canada ».

« Du point de vue des finances publiques, la situation canadienne est également problématique en raison de la part toujours grandissante qu'occupent les dépenses militaires au sein du budget global de l'État canadien...le gouvernement fédéral consacrait, en 2000, 6 % de son budget au financement de la Défense nationale. Depuis, la hausse est constante et



rapide. En 2011, il est estimé que la part des dépenses budgétaires du gouvernement canadien accaparée par les dépenses militaires aura atteint près de 8 % ».

« Bref, les dépenses militaires représentent un poids toujours plus lourd à porter pour les Canadiennes et les Canadiens sans que ces dépenses produisent nécessairement des retombées avantageuses pour la collectivité. Du point de vue économique, il s'agit en effet d'un secteur d'activité contestable en raison des « pertes humaines » immanquablement associées à l'industrie militaire ; et du point de vue des finances publiques, le gouvernement, pour chaque hausse des dépenses militaires, réduit d'autant sa capacité d'action dans ses autres sphères d'activité » (<https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>).

## **Exportation canadienne d'armes - Des pays minés par la violence comme nouveaux clients en 2013**

Selon Mike Blanchfield, « le Bahreïn, l'Algérie et l'Irak, des pays aux performances discutables en matière de respect des droits de la personne ou qui ont vécu des conflits intérieurs violents, sont récemment devenus de nouveaux acheteurs d'armes et de munitions fabriquées au Canada, révèlent des informations venant du gouvernement fédéral. Les plus récentes données disponibles, analysées par La Presse canadienne, montrent que les ventes d'armes canadiennes dans ces pays ont augmenté de 100 % de 2011 à 2012 » ([ledevoir.com](http://ledevoir.com)).

## **II. La politique étrangère**

Nous avons convenu de retenir cinq composantes de la politique étrangère du Canada qui ont permis de montrer le vrai visage de l'image projetée à l'étranger par les Conservateurs. Ces éléments correspondent aux relations entre le Canada et Washington, à celles entretenues avec l'OTAN, avec l'Amérique latine, avec la Russie dans le contexte d'encerclement de ce pays fomenté par l'Occident et, enfin, avec Israël et la Palestine. Sans oublier sa participation proactive et en catimini dans l'élaboration des Accords d'intégration économique et, notamment, les [Accords de partenariat transpacifique](#) et l'Accord économique et commercial global (AECG) négocié avec l'UE (<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ceta-aecg/index.aspx?lang=fra>).

Dans un bilan du gouvernement conservateur dressé par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) en juin 2015 (CSQ, 2015, p. 1) une analyse du comportement général de ce gouvernement sur la scène internationale se résumait par les éléments suivants :

- Une loyauté quasi aveugle envers le voisin américain;
- Un attachement accru à la monarchie britannique;
- Une valorisation de l'entité militaire;
- L'augmentation du budget de la défense;
- Une participation aux guerres du Moyen-Orient;

- Un soutien indéfectible au gouvernement israélien;
- Le désengagement à agir sur le plan environnemental;
- La réorientation de l'aide étrangère là où se trouvent ses intérêts économiques;
- Des positions ambiguës en matière de défense des droits de la personne;
- Une attitude désinvolte à l'égard des institutions multilatérales, en particulier les Nations Unies

(CSQ, juin 2015, p. 5).

Le tout a contribué à ternir l'image du Canada sur la scène internationale et dans l'enceinte onusienne.

### **1) Avec Washington**

Une politique fortement alignée sur celle de Washington. Dans toutes les sphères des activités économiques, politiques et sécuritaires. Le Canada s'est rangé, pendant cette période, du côté des puissances impérialistes dans tous leurs champs d'interventions et, notamment, dans le processus de conquête ou reconquête des zones de ressources stratégiques comme ce fut le cas de la guerre contre la Libye à laquelle le pays a participé activement. Une réponse asservie aux desiderata de Washington dans le cadre des différents Sommets. Une participation aux débats de l'AG de l'ONU la main dans la main avec les États-Unis et, notamment, lors du vote des résolutions condamnant les exactions d'Israël. Ce comportement et cette agressivité guerrière venant ternir la réputation internationale d'un pays aux valeurs de réconciliation et de paix ont entraîné, en 2010, le refus de l'AG d'appuyer la candidature du Canada en tant que membre du Conseil de sécurité

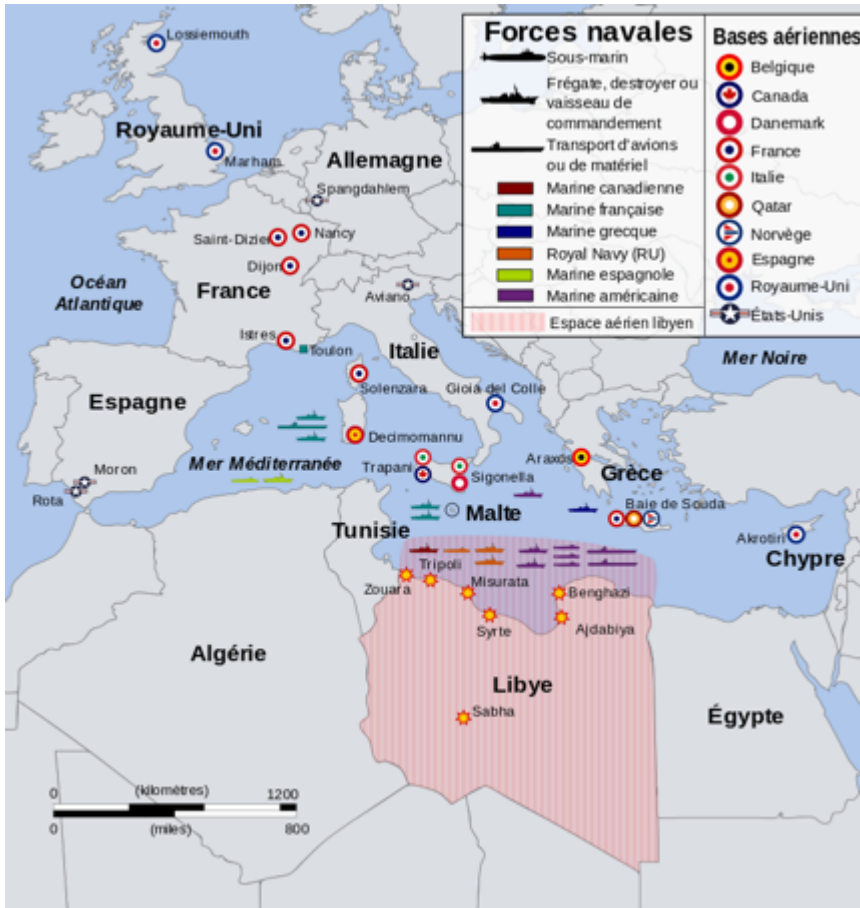
(<http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201010/12/01-4331760-conseil-de-securite-de-lonu-le-canada-retire-sa-candidature.php>).

### **2) Avec l'OTAN**

Une augmentation des effectifs et des budgets de la Défense. Une participation aux opérations de guerre de l'OTAN - Afghanistan, Libye et Syrie. Coopération militaire avec l'Ukraine et autres pays de l'Europe orientale et de la Baltique. Participation aux efforts conjugués de l'OTAN dans ses opérations de confinement de la Russie.

**Participation aux opérations de bombardement et de destruction des infrastructures de la Libye. Un fait marquant d'une déclaration de guerre unilatérale** (figure 2)

Figure 2. **La zone d'exclusion aérienne et les bases aériennes de la coalition**



Source :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention\\_militaire\\_de\\_2011\\_en\\_Libye#/media/File:Coalition\\_action\\_against\\_Libya-fr.svg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_militaire_de_2011_en_Libye#/media/File:Coalition_action_against_Libya-fr.svg)

« Un porte-parole de l'armée a confirmé que des chasseurs CF-18 avaient participé à une opération de quatre jours de pilonnage des forces de l'OTAN. Mais le représentant des Forces canadiennes n'a pas voulu indiquer si le dictateur Mouammar Kadhafi avait été directement mis en danger par les bombes. Les chasseurs canadiens ont pris part à l'intensification des bombardements de l'OTAN sur Tripoli, de jour comme de nuit. Des entrepôts abritant des véhicules blindés ont notamment été touchés par les CF-18 canadiens, dans une tentative de réduire les capacités du régime Kadhafi. Les députés fédéraux se sont prononcés en faveur d'une prolongation de 90 jours de la participation des Forces canadiennes aux opérations militaires de l'OTAN en Libye. Cette motion a été adoptée par le compte de 294 députés contre un. Une seule voix discordante : celle de la chef du Parti vert, Elizabeth May »

([http://meteopolitique.com/Fiches/guerre/Libye/559/Canada\\_agresseur\\_Libye.htm](http://meteopolitique.com/Fiches/guerre/Libye/559/Canada_agresseur_Libye.htm)).

### 3) Avec l'Amérique latine

Le premier ministre Stephen Harper se rend en Amérique du Sud et en Amérique centrale pour une visite officielle de quatre pays dès dimanche. Brésil et Costa Rica pour les affaires commerciales et Colombie et Honduras pour apporter un support à ces gouvernements hostiles à leurs peuples (<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/08/05/011-stephen-harper-visite-officielle-amerique-latine.shtml>) (figure 3).

Figure 3. **Stephen Harper et Juan Manuel Santos, président du gouvernement de la Colombie**



Selon Vision socialiste, « cette tournée de Stephen Harper est pourtant loin d'être anodine, étant que Stephen Harper, qui s'autoproclame comme « parlant en notre nom », en a profité pour renouveler son support à la dictature colombienne, signant une entente commerciale de libre-échange qui enrichira les multinationales canadiennes et le gouvernement colombien, au détriment du peuple colombien, dont les droits humains sont quotidiennement bafoués dans le pays reconnu par les organismes internationaux comme celui affichant la pire fiche en matière de droits humains sur tout le continent américain ( Figure 3 ) (https://visionsocialiste.wordpress.com/2011/08/15/stephen-harper-supporte-ouvertement-les-dernieres-dictatures-damerique-latine/).

Au Honduras, Stephen Harper, est venu donner une légitimité imaginaire au gouvernement putshiste de Porfirio Lobo (<http://www.mondialisation.ca/le-coup-d-tat-au-honduras-un-autre-pisode-des-guerres-imp-riales-en-am-rique-latine/14547>).

#### **4) Avec la Russie**

Les relations entre le Canada et la Russie se sont refroidies à partir de 2014. Le Canada s'est porté volontaire dans le processus de militarisation de l'Europe centrale et, notamment, de l'Ukraine. Au lieu de présenter une politique distincte face à l'intention de l'Ukraine de joindre éventuellement l'UE et l'OTAN le Canada s'est évertué à appuyer le processus de diabolisation de la Russie et de louer les politiques belliqueuses de l'Ukraine et ce en lui offrant une aide militaire (<http://www.lapresse.ca/international/dossiers/ukraine/201408/10/01-4790642-le-canada-ac-hemine-de-laide-militaire-a-lukraine.php>).

#### **5) Avec Israël et la Palestine**

Selon Affaires mondiales Canada, « le pays est en faveur d'Israël et de sa sécurité. Il soutient ainsi le droit de l'État hébreu à vivre en paix avec ses voisins à l'intérieur de frontières sécuritaires et reconnaît son droit à assurer sa propre sécurité, comme nous l'avons démontré en l'appuyant lors du conflit avec le Hezbollah en 2006 et en soutenant continuellement son combat contre le terrorisme. En vertu du droit international, Israël est en droit de mettre en œuvre les mesures nécessaires, en conformité avec les droits de la personne et le droit international humanitaire, afin de protéger ses citoyens contre les attaques de groupes terroristes. Le Canada et Israël sont liés d'une amitié indéfectible et entretiennent des relations bilatérales solides qui vont en grandissant, basées sur des valeurs communes, notamment la démocratie ». ([http://www.international.gc.ca/name-anmo/peace\\_process-processus\\_paix/canadian\\_policy-politique\\_canadienne.aspx?lang=fra](http://www.international.gc.ca/name-anmo/peace_process-processus_paix/canadian_policy-politique_canadienne.aspx?lang=fra)).

« Le Canada reconnaît le droit des Palestiniens à s'autodéterminer et appuie la création d'un État palestinien souverain, indépendant, viable, démocratique et doté d'un territoire d'un seul tenant, dans le cadre d'un règlement de paix global, juste et durable ».

« De concert avec ses partenaires et par l'intermédiaire des Nations Unies, de leurs institutions et d'autres organisations, le Canada continue de soutenir le peuple palestinien et de répondre à ses besoins en matière d'aide humanitaire et de développement. À la conférence des donateurs tenue à Paris en décembre 2007, le Canada s'est engagé à verser 300 millions \$ sur les cinq prochaines années pour améliorer la sécurité, la gouvernance et la prospérité palestiniennes » ([international.gc.ca](http://international.gc.ca)).

« Le Canada souscrit sans réserve à l'objectif d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient et à la création d'un État palestinien coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité ». ([international.gc.ca](http://international.gc.ca)).

« Le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a fait l'éloge dimanche de son homologue canadien Stephen Harper, le jour de son arrivée en Israël. Ce monde est souvent cynique et vous avez fait preuve d'un grand sens du leadership. Quand vient le temps de combattre le terrorisme, vous savez qu'il ne peut y avoir qu'un discours, une condamnation sans équivoque ainsi qu'une action internationale unie », a déclaré M. Nétanyahou en parlant de son homologue canadien, dimanche, lors d'un point de presse » ([radio-canada.ca](http://radio-canada.ca)).

## **Un soutien à Israël à l'ONU**

Les neuf résolutions d'aujourd'hui, adoptées par la 4<sup>ème</sup> commission de l'AG, qui est composé de tous les 193 États membres des Nations Unies, a condamné Israël pour avoir violé les droits de l'homme des Palestiniens en Judée-Samarie et à Gaza, des réfugiés palestiniens, et même des Syriens dans le Golan. Ainsi, en 2013, le Canada a voté contre les condamnations d'Israël par l'AG (<http://jssnews.com/2013/11/15/cette-annee-sur-26-resolutions-de-lonu-israel-a-ete-condamne-22-fois-par-hillel-neuer/>)

« Le Canada et Israël jouissent de solides relations bilatérales multidimensionnelles marquées par des liens politiques, économiques, sociaux et culturels étroits. L'appui à Israël, surtout pour son droit à vivre dans la paix et la sécurité avec ses voisins, est au cœur de la politique sur le Moyen-Orient du Canada depuis 1948. La relation s'est resserrée ces dernières années, comme on le constate en raison de la coopération accrue dans plusieurs domaines, y compris la sécurité publique, la défense, le commerce et l'investissement et des visites ministérielles plus fréquentes. Le Canada et Israël célébraient 60 ans de relations diplomatiques le 11 mai 2009. En cette occasion, le premier ministre Stephen Harper a indiqué ce qui suit : « Le dynamisme de leurs communautés communes forme la pierre angulaire des relations entre le Canada et Israël. Nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre ces relations pendant encore 60 ans et bien au-delà ».

« L'une des forces sous-jacentes aux relations bilatérales israélo-canadiennes réside dans les nombreux liens entre les gens. Environ 20 000 citoyens canadiens vivent en Israël et de nombreux autres ont de la famille dans ce pays. La communauté juive au Canada, laquelle comprend environ 350 000 membres, constitue un pont important entre le Canada et Israël. Ces liens informels donnent lieu à une coopération substantielle entre nos deux pays dans le secteur des affaires, de la philanthropie et du tourisme ».

« Faisant preuve de l'importance qu'accorde le Canada à la relation, le premier ministre Stephen Harper s'est rendu en Israël en janvier 2014, accompagné d'une délégation de 6 ministres, des chefs d'entreprises canadiennes et de nombreux membres éminents de la communauté juive canadienne. Au cours de sa visite en Israël, le premier ministre Harper est devenu le premier chef d'État canadien en exercice à prendre la parole devant le (Parlement) Knesset ».

« Un important élément livrable de la visite a été la signature du Protocole d'entente du partenariat stratégique Canada-Israël, qui vise à renforcer et consolider les relations bilatérales dans plusieurs domaines, notamment l'énergie, la sécurité, l'aide internationale et le développement, l'innovation, la promotion des droits de l'homme dans le monde - et renforcer les arrangements en vigueur. Présentement, le Canada et Israël visent surtout l'amélioration des relations commerciales et économiques entre les deux pays »

(<http://jssnews.com/2013/11/15/cette-annee-sur-26-resolutions-de-lonu-israel-a-ete-condamne-22-fois-par-hillel-neuer/>).

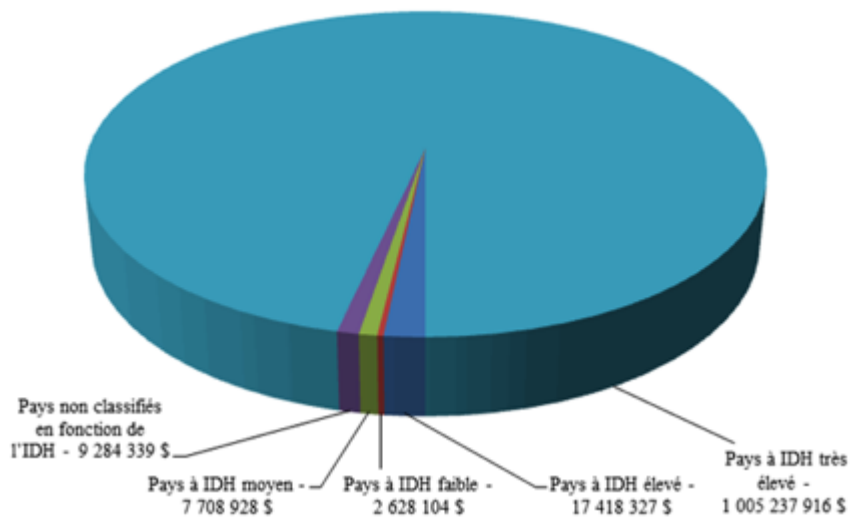
### **Des exportations d'armements vers des pays qui bafouent les droits humains**

Le Bahreïn, l'Algérie et l'Irak, des pays aux performances discutables en matière de respect des droits de la personne ou qui ont vécu des conflits intérieurs violents, sont récemment devenus de nouveaux acheteurs d'armes et de munitions fabriquées au Canada, révèlent des informations venant du gouvernement fédéral (<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/394688/armes-le-bahrein-l-algerie-et-l-irak-de-nouveaux-clients-pour-le-canada>). Dans ce contexte, il importe de ne pas oublier l'Arabie Saoudite qui s'avère un bon marché pour les armements fabriqués au Canada

(<http://www.mondialisation.ca/canada-des-jeeps-blindes-et-armes-pour-larabie-saoudite/5500758>).

Les plus récentes données disponibles, analysées par La Presse canadienne, montrent que les ventes d'armes canadiennes dans ces pays ont augmenté de 100 % de 2011 à 2012 (figure 4 et tableau 4).

Figure 4. **Destinations des exportations en fonction de l'Indice du développement humain (IDH) 2012**



Source:

<http://www.international.gc.ca/controls-controles/report-rapports/mil-2012-2013.aspx?lang=fra#a5>

Tableau 4.

#### **Destinations des exportations en fonction de l'Indice du développement humain (IDH)**

	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Pays à IDH très élevé	1 005 237 916 \$	618 908 116 \$
Pays à IDH élevé	17 418 327 \$	30 453 002 \$
Pays à IDH moyen	7 708 928 \$	18 095 060 \$
Pays à IDH faible	2 628 104 \$	12 463 000 \$
Pays non classifiés en fonction de l'IDH	9 284 339 \$	1 446 902 \$

Source :

<http://www.international.gc.ca/controls-controles/report-rapports/mil-2012-2013.aspx?lang=fra#a5>

### **III. Gouvernance des Libéraux. Orientations renouvelées. Des défis énormes à relever**

Le retour au pouvoir du Parti libéral a ouvert la porte aux espoirs d'un pays remis sur les rails. Les intentions formulées par les Libéraux durant la campagne électorale se sont

traduites à l'intérieur d'une série de promesses pour une action déterminante pour l'avenir du pays et ce dans plusieurs domaines névralgiques : Développement d'une économie diversifiée, coopération étroite avec les Premières Nations, allègements fiscaux pour la classe moyenne, etc.

Pendant la campagne électorale le parti libéral s'est empreint d'un lot de promesses en vue de « changer le Canada ». Partout à travers le pays les candidats se sont engagés à apporter des correctifs aux bouleversements créés au cours de la dernière décennie. Voici quelques-uns de ces engagements : Des emplois pour les jeunes et une aide pour leur formation. Le rétablissement des programmes fédéraux de recherche et surveillance des océans. Une plus grande accessibilité des données gouvernementales en ligne. Une augmentation du financement de Radio-Canada et du Conseil des Arts. Un investissement de 100 millions de \$ par année dans les entreprises de technologie vertes (<http://quartierlibre.ca/tour-des-promesses-electorales-le-parti-liberal-du-canada/>).

Le nouveau gouvernement a de grands défis à relever. Il va rencontrer beaucoup de résistance sur son chemin, car une centaine de députés conservateurs ont été élus et forment l'opposition officielle. Ceux-ci s'attacheront à protéger ce qu'ils ont bâti avec leur idéologie politique. Certaines politiques conservatrices controversées vont malheureusement perdurer telles que le processus de militarisation du pays, le maintien du plan conservateur de réduction des GES, la militarisation de l'Arctique, la poursuite des opérations militaires au Moyen-Orient et l'appui à l'État hébreu.

Nous reproduisons le libellé de la Déclaration du Premier Ministre à l'occasion de la présentation du Discours du Trône prononcé le 4 décembre dernier.

### **Déclaration du Premier Ministre à l'occasion de la présentation du discours du Trône prononcé le 4 décembre 2015.**

Le premier ministre, Justin Trudeau, a fait aujourd'hui la déclaration suivante pour souligner la présentation du discours du Trône dans la Chambre du Sénat :

« Nous avons formulé ce plan en écoutant ce que les Canadiens avaient à dire. Il est le miroir de leurs priorités, de leurs intérêts et de leurs ambitions ».

« Les Canadiens nous ont dit qu'ils souhaitent avoir une chance véritable et égale de réussir. Pour changer concrètement les choses, nous allons alléger le fardeau fiscal de la classe moyenne, mettre en place la nouvelle Allocation canadienne aux enfants et créer des emplois au moyen de nouveaux investissements dans le transport en commun et les infrastructures vertes et sociales. Nous collaborerons avec les provinces et les territoires pour rendre les études postsecondaires plus abordables, pour commencer à élaborer un nouvel accord en matière de santé et pour améliorer le Régime de pensions du Canada.

« Nous rétablirons la confiance des Canadiens à l'égard de leurs institutions publiques, notamment la Chambre des communes et le Sénat, en travaillant dans un plus grand esprit d'ouverture et de transparence. Pour ce faire, nous mènerons des consultations sur des réformes électorales et nous les mettrons en œuvre par la suite.

« Les Canadiens veulent vivre dans un pays où un environnement sain et une économie forte vont de pair. Nous travaillerons avec les provinces et les territoires afin de lutter contre les changements climatiques, tandis que le



Canada s'affaire à fixer un prix au carbone et à réduire la pollution par le gaz carbonique. Nous investirons également dans la technologie propre et mettrons en place de nouveaux processus d'évaluation environnementale dans lesquels l'opinion publique est recherchée et prise en compte et où les décisions sont fondées sur des conseils de nature scientifique.

« Nous cultiverons la force de nos communautés diversifiées et renouvellerons la relation de nation à nation avec les peuples autochtones. Pour ce faire, entre autres choses, nous lancerons une commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et nous collaborerons avec les Premières Nations pour que chaque enfant de leurs communautés reçoive une éducation de qualité.

« Nous ferons en sorte qu'il soit plus facile pour les nouveaux Canadiens de bâtir une vie prospère au Canada, de réunir leur famille et de contribuer au succès économique de tous les citoyens. En réponse à un besoin international urgent, nous accueillerons 25 000 nouveaux Canadiens venus de Syrie d'ici la fin de février 2016. Nous offrirons également un plus grand soutien à nos anciens combattants et à leurs familles, en reconnaissance des services qu'ils ont rendus à notre pays.

« Les Canadiens veulent un pays sûr et pacifique qui leur offre des possibilités. Nous allons resserrer nos relations avec nos alliés et continuer à lutter avec eux contre le terrorisme, aider ceux qui sont les plus vulnérables dans le monde, contribuer à une plus grande paix dans le monde, investir dans nos forces armées et négocier des accords commerciaux qui multiplient nos débouchés économiques.

« C'est ce que nous ferons, entre autres initiatives, tout en suivant un plan budgétaire responsable et transparent, adapté à une période économique éprouvante.

« Je suis tout à fait persuadé que ce plan ambitieux opérera un véritable changement au Canada. Nous livrerons ce que les Canadiens ont demandé, nous ouvrirons de nouveaux horizons à notre pays et nous montrerons au monde entier que la diversité, la créativité et la compassion sont essentielles à un avenir pacifique et prospère »  
(<http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2015/12/04/declaration-du-premier-ministre-du-canada-loccasion-du-discours-du-trone>).

### Les principaux constats

- Des allègements fiscaux pour la classe moyenne;
- La création d'emplois au moyen de nouveaux investissements dans le transport en commun et les infrastructures vertes et sociales;
- Le développement d'une économie diversifiée basée sur l'expertise et le savoir;
- Une réforme électorale;
- Une étroite collaboration avec les Premières Nations;
- Un investissement dans les forces armées.

### **Les Premières Nations. Position du nouveau gouvernement**

## **Position du gouvernement libéral concernant les Premières Nations. Du vrai changement : rebâtir la relation entre le Canada et les peuples autochtones**

Discours du chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, à la 36e assemblée générale annuelle de l'Assemblée des Premières Nations. Le mardi 7 juillet 2015.

« La bonne nouvelle est qu'au mois d'octobre, les électeurs pourront choisir un gouvernement différent. Un meilleur gouvernement ».

« Un gouvernement qui comprend que les droits des peuples autochtones du Canada garantis par la Constitution ne sont pas un fardeau, mais plutôt une obligation sacrée qui est au coeur de ce qu'est le Canada en tant que pays. Un gouvernement qui comprend que nos avenir sont étroitement liés. Un gouvernement qui comprend que la Couronne doit toujours agir honorablement et en toute bonne foi lorsqu'elle traite avec les peuples autochtones ».

« Lorsque je dis que nous devons terminer de bâtir la Confédération, je veux dire que le Canada a besoin de renouveler ses relations de nation à nation avec les communautés autochtones.

« Une relation fondée sur la reconnaissance, les droits, le respect, la coopération et le partenariat. Une relation ancrée dans les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Une relation guidée par l'esprit et l'intention des traités établis à l'origine et qui respecte les décisions de nos tribunaux. Une relation qui va au-delà de nos ententes officielles et montre comment nous devons nous traiter les uns les autres - de personne à personne et d'esprit à esprit. Une relation qui n'oublie pas qu'en nous conduisant avec dignité, nous montrons notre respect pour le Créateur et pour la création ».

« Nous ne devons pas renouveler nos relations seulement parce que c'est ce qu'il convient de faire - bien que ce soit assurément le cas. Renouveler nos relations nous guidera aussi sur la voie de la croissance économique responsable dont nous avons tous besoin et de la prospérité commune que nous méritons tous. Notre programme électoral décrira plus en détails nos engagements, mais je peux cependant vous présenter trois des moyens par lesquels nous espérons commencer ce renouvellement ».

« Tout d'abord, l'une de nos priorités nationales sera la mise au point d'un accord cadre de réconciliation fédérale, créé en collaboration étroite avec les peuples autochtones. La réconciliation commence par la reconnaissance et le respect des titres et des droits autochtones, et notamment des droits issus de traités. Un gouvernement libéral ne s'arrêtera cependant pas là. Non pas en vertu de ses obligations constitutionnelles, mais bien en vertu de celles inscrites dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Un point que le gouvernement actuel a toujours refusé ».

« À cette fin, nous procéderons à un examen complet de la législation imposée unilatéralement aux peuples autochtones par le gouvernement Harper, en la passant au crible de l'article 35 de la Constitution. Si certaines mesures sont jugées être en conflit avec les droits des Autochtones, si elles ne respectent pas les principes de bonne gouvernance ou si elles n'ont tout simplement aucun sens en matière de politique publique, nous les annulerons ».

« Le projet de loi C-51 en est l'exemple parfait. Je sais que ce texte législatif préoccupe de nombreux autochtones - tout comme il préoccupe les libéraux ».

« Les libéraux ont toujours compris qu'il fallait trouver un équilibre entre notre

sécurité et la protection de nos droits et libertés. Si nous soutenons les mesures de sécurité que renferme ce projet de loi, nous sommes néanmoins déterminés à modifier et à abroger les articles qui sont autant de sources de préoccupations »  
(<https://www.liberal.ca/fr/justin-trudeau-a-la-36e-assemblee-generale-annuelle-de-lassemblee-des-premieres-nations/>).

Alors que le Premier Ministre, à son arrivée au pouvoir, s'était commis en faveur du retrait des avions bombardiers de la Syrie et de l'Irak des dépêches en provenance de Bagdad ont rapporté que « es avions militaires canadiens qui participent à la campagne internationale contre le groupe armé État islamique en Irak et en Syrie ont été fort occupés en ce début d'année. Les Forces armées canadiennes affirment que deux avions de combat CF-18 Hornet ont participé à une mission le 1er janvier pour attaquer des positions du groupe extrémiste à Ramadi, en Irak, en appui aux forces irakiennes » (<http://www.lapresse.ca/actualites/national/201601/02/01-4935986-les-avions-canadiens-ont-mene-trois-missions-en-irak-en-deux-jours.php>). Devant ces faits, il y a lieu de croire que les forces armées canadiennes sont sous le commandement des États-Unis et sont soumises aux ordres de l'OTAN dans ses opérations de combat au Moyen-Orient (<http://www.mondialisation.ca/le-plan-de-d-fense-du-canada-les-tats-unis-d-abord/8960>). Une autre séquelle des dommages causés par le régime conservateur. Le Premier Ministre du Canada ne semble pas faire partie des décisions qui ont été prises dans la poursuite des engagements militaires du Canada au Moyen-Orient.

## **Conclusion**

Nous serions enclins à penser qu'aucun gouvernement des 50 dernières années n'ait agi d'une manière aussi destructrice des valeurs démocratiques du pays. Les atteintes ont porté sur tout l'agir des citoyens, sur leur liberté de penser et de créer, car en faisant taire les scientifiques c'est tout le savoir collectif qui a été écarté au profit d'une idéologie conservatrice, une idéologie purement simpliste de l'interprétation du réel.

Ce post-mortem que nous dressons est malheureusement présenté de façon succincte. Les dommages causés par ce régime mériteraient le développement d'une plus longue analyse, car cette expérience a été pour la majorité une période traumatisante. Sur le plan intérieur l'attitude du gouvernement conservateur a été de dicter une conduite à la majorité sans qu'il n'y ait eu au préalable une véritable réflexion collective. Le processus de militarisation du pays s'est poursuivi allègrement avec une augmentation constante des dépenses militaires, le tout sous la férule de Washington et de l'OTAN.

Quant à la politique étrangère du pays elle a été appliquée dans le cadre dicté par l'impérialisme. Les relations avec Washington, les membres de l'OTAN, l'UE, l'Amérique latine et Israël ont été tissées de manière à assurer une conquête de l'ensemble planétaire. La participation aux guerres de l'Afghanistan, de la Libye, de la Syrie et de l'Irak s'est avéré l'asservissement tangible du Canada aux grandes puissances. Cette attitude guerrière a terni l'image du pays et il sera bien difficile maintenant de changer les perceptions.

Ce pays qu'était le Canada, un grand promoteur de la paix dans le monde, s'est présenté de plus en plus comme étant l'un des artisans de la conquête et du contrôle des gîtes de richesses stratégiques de même que le gardien des intérêts des mieux nantis. Il faudra des actions courageuses et décisives à l'intérieur du processus général du désarmement pour que le Canada reprenne les blasons de paix qu'il a déjà arborés.

Nous terminons en relevant les projets que le nouveau gouvernement se devrait d'inscrire en priorité dans son agenda :

- L'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones en les rendant égales à celles des autres citoyens du pays ([mondialisation.ca](http://mondialisation.ca));
- Le retrait des forces de l'armée canadienne de tous les théâtres de guerre;
- L'arrêt des projets de militarisation de l'Arctique;
- Le développement de projets de désarmement et de reconversion des industries d'armements;
- Le développement des énergies vertes avec une diminution de la dépendance générale vis-à-vis des énergies fossiles;
- La protection des sols arables avec un contrôle strict du processus de l'accaparement des terres;
- La réforme du système électoral.

**Jules Dufour**

## **Références**

Ambassade du Canada Israël. **Relations Canada - Israël**. Mars 2015. En ligne : [http://www.canadainternational.gc.ca/israel/bilateral\\_relations\\_bilaterales/index.aspx?lang=fr](http://www.canadainternational.gc.ca/israel/bilateral_relations_bilaterales/index.aspx?lang=fr)

ANONYME. 2011. **Le Canada bombarde la Lybie. Les CF-18 canadiens bombardent Tripoli**. Mars 2011. En ligne : [http://meteopolitique.com/Fiches/guerre/Libye/559/Canada\\_agresseur\\_Libye.htm](http://meteopolitique.com/Fiches/guerre/Libye/559/Canada_agresseur_Libye.htm)

ARSENAULT, Julien. 2016. **Davos: Justin Trudeau décoche quelques flèches à son prédécesseur**. La Presse Canadienne. Le 20 janvier 2016. En ligne : <http://affaires.lapresse.ca/economie/canada/201601/20/01-4941757-davos-justin-trudeau-de-coche-quelques-fleches-a-son-predecesseur.php>

BAR-NOVE, Noga. 2015. **Le Canada soutient infailliblement Israël à l'ONU**. Alliance. Actualités, International, Israël. Le 26 novembre 2015. En ligne : <http://www1.alliancefr.com/actualites/le-canada-soutient-infailliblement-israel-a-lonu-6029200>

BLANCHFIELD, Mike. 2013. **Exportation canadienne d'armes - Des pays minés par la violence comme nouveaux clients**. La Presse canadienne. Journal Le Devoir, le 9 décembre 2013. En ligne : <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/394688/armes-le-bahrein-l-algerie-et-l-irak-de-nouveaux-clients-pour-le-canada>

CANADA. **Politique canadienne sur les aspects clés du conflit israélo-palestinien**. Affaires mondiales Canada. En ligne : [http://www.international.gc.ca/name-anmo/peace\\_process-processus\\_paix/canadian\\_policy-p](http://www.international.gc.ca/name-anmo/peace_process-processus_paix/canadian_policy-p)

olitique\_canadienne.aspx?lang=fra

CANADA. **Partenariat transpacifique. Affaires mondiales Canada.** En ligne : <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-ptp/index.aspx?lang=fra>

CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ). 2015. **Bilan du gouvernement conservateur.** Le 30 juin 2015. 6 pages.

DUFOUR, Jules. 2007. **L'Arctique, un espace convoité : la militarisation du Nord canadien. Géopolitique et militarisation du grand Nord canadien (Première partie).** Mondialisation.ca. Le 24 juillet 2007. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/l-arctique-un-espace-convoit-la-militarisation-du-nord-canadien/6404>

DUFOUR, Jules. 2008. **Canada: Course effrénée aux dépenses militaires.** Mondialisation.ca. Le 17 janvier 2008. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/canada-course-effr-n-e-aux-d-penses-militaires/7826>

DUFOUR, Jules. 2008. **Le Premier ministre Harper et la justification de la guerre d'invasion de l'Afghanistan par le message.** Mondialisation.ca. Le 6 avril 2008. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/le-premier-ministre-harper-et-la-justification-de-la-guerre-d-invasion-de-l-afghanistan-par-le-message/857>

DUFOUR, Jules. 2008. **Le plan de défense du Canada: Les États-Unis d'abord !** Mondialisation.ca, Le 13 mai 2008. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/le-plan-de-d-fense-du-canada-les-tats-unis-d-abord/8960>

DUFOUR, Jules. 2008. **La ruée vers les ressources énergétiques de l'Arctique. Le sommet du Groenland et la coopération circumpolaire.** Mondialisation.ca. Le 29 mai 2008. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/la-ru-e-vers-les-ressources-nerg-tiques-de-l-arctique/9115>

DUFOUR, Jules. 2009. **G.W. Bush : Post mortem d'un régime politique odieux pour l'humanité. Une autopsie de l'administration de G.W. Bush.** Mondialisation.ca. Le 26 mai 2009. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/g-w-bush-post-mortem-d-un-r-gime-politique-odieux-pour-l-hu-manit/13735>

DUFOUR, Jules. 2009. **En pleine récession économique, de nouveaux blindés pour le Canada.** Mondialisation.ca, Le 13 juillet 2009. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/en-pleine-r-cession-conomique-de-nouveaux-blind-s-pour-le-cana-da/14347>

DUFOUR, Jules. 2010. **Le Canada : un plan national pour la militarisation de l'Arctique et de ses ressources stratégiques.** Mondialisation.ca, le 7 septembre 2010 et le 29 décembre 2015. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/le-canada-un-plan-national-pour-la-militarisation-de-l-arctique-et-de-ses-ressources-strat-giques/20943>

DUFOUR, Jules. 2015. **Rapport de la commission vérité et réconciliation du Canada:**

**Génocide des Premières nations. Finis les enquêtes et les débats. Les constats sont faits et les recommandations formulées. Il est urgent de passer à l'action.** Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 7 juin 2015. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/rapport-de-la-commission-verite-et-reconciliation-du-canada-g-enocide-des-premieres-nations/5453834>

DUFOUR, Jules. 2016. Canada : **Des jeeps blindés et armés pour l'Arabie Saoudite. Quand l'aveuglement volontaire ne tue pas...** Mondialisation.ca. Le 13 janvier 2016. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/canada-des-jeeps-blindes-et-armes-pour-larabie-saoudite/5500758>

FANNIE, Olivier. 2016. **Les libéraux ne vérifieront plus les activités politiques des ONG.** Journal Le Devoir, le 21 janvier 2016, p. A 2.

GOTLIEB, Allan. **Les États-Unis et la politique étrangère du Canada.** Affaires mondiales Canada. En ligne : <http://www.international.gc.ca/odskelton/gotlieb.aspx?lang=fra>

HURTEAU, Philippe. 2012. **Le Canada : un pays qui se militarise.** À babord! Revue sociale et politique. En ligne; <https://www.ababord.org/Le-Canada-un-pays-qui-se>

LA PRESSE CANADIENNE. 2015. **Les conservateurs présenteront de nouvelles lois antiterroristes cette semaine.** Le 25 janvier 2015. En ligne : <http://www.lactualite.com/actualites/politique/les-conservateurs-presenteront-de-nouvelles-lois-antiterroristes-cette-semaine/>

LA PRESSE CANADIENNE. 2015. **Ukraine : l'armée canadienne partage son expertise.** Journal le Devoir, le 20 juillet 2015, p. A 4.

LA PRESSE CANADIENNE. 2016. **Les avions canadiens ont mené trois missions en Irak en deux jours.** Le 2 janvier 2016. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201601/02/01-4935986-les-avions-canadiens-ont-mene-trois-missions-en-irak-en-deux-jours.php>

LAQUERRE, Paul Yanick. 2013. **La croisade du gouvernement Harper contre la science.** Le Huffington Post. Le 22 octobre 2013. En ligne : [http://quebec.huffingtonpost.ca/paul-yanic-laquerre/croisade-gouvernement-harper-contre-la-science\\_b\\_4143572.html](http://quebec.huffingtonpost.ca/paul-yanic-laquerre/croisade-gouvernement-harper-contre-la-science_b_4143572.html)

NEUER, Hillel. 2013. **Cette année, sur 26 résolutions de l'ONU, Israël a été condamné 22 fois !** JSSNEWS. Le 15 novembre 2013. En ligne : <http://jssnews.com/2013/11/15/cette-annee-sur-26-resolutions-de-lonu-israel-a-ete-condamne-22-fois-par-hillel-neuer/>

PLOUFFE, Joël et Harry Borlase. 2010. **L'Arctique de Stephen Harper.** Journal Le Devoir, le 28 août 2010. En ligne : <http://www.ledevoir.com/politique/canada/295162/l-arctique-de-stephen-harper>

PRESSE-TOI À GAUCHE. 2015. **Bilan du gouvernement conservateur.** Le 30 juin 2015. En ligne : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article2273>

RADIO-CANADA et AFP. 2011. **Libye : l'OTAN bombarde Syrte, selon la télévision du**

**régime.** Le 25 août 2011. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/08/25/006-libye-bombardement-ot-an-syrte.shtml#!>

RADIO-CANADA. 2011. **Stephen Harper se rend en Amérique latine.** Le 5 août 2011. En ligne : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/08/05/011-stephen-harper-visite-officielleamerique-latine.shtml>

RADIO CANADA. 2014. **Nétanyahou louange Harper, en visite en Israël.** Le 19 janvier 2014. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2014/01/19/001-netanyahou-stephen-harper-israel-debut-voyage.shtml>

UNIFOR. 2015. **Un nouveau rapport révèle que le bilan économique du gouvernement Harper est le pire de l'histoire du Canada de l'après-guerre.** CNW Telbec. Le 30 juillet 2015. En ligne : <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/un-nouveau-rapport-revele-que-le-bilan-economique-du-gouvernement-harper-est-le-pire-de-l-histoire-du-canada-de-la-pres-guerre-519888441.html>

TRUTH AND RECONCILIATION COMMISSION OF CANADA. 2015. **Honouring the Truth, Reconciling for the Future. Summary of the Final Report.** 388 pages. En ligne : [http://nationsalk.ca/wp-content/uploads/2015/06/Exec\\_Summary\\_2015\\_05\\_31\\_web\\_o.pdf](http://nationsalk.ca/wp-content/uploads/2015/06/Exec_Summary_2015_05_31_web_o.pdf)

VASTEL, Marie. 2013. **PEUPLES AUTOCHTONES. C'est la crise au Canada, dit le rapporteur spécial de l'ONU. Les conditions de vie des autochtones sont celles de pays pauvres, estime James Anaya.** Journal Le Devoir, le 16 octobre 2013. En ligne : <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/390067/peuples-autochtones-c-est-la-crise-au-canada-dit-le-rapporteur-special-de-l-onu>

VISION SOCIALISTE. 2011. **Stephen Harper supporte ouvertement les dernières dictatures d'Amérique latine.** En ligne : <https://visionsocialiste.wordpress.com/2011/08/15/stephen-harper-supporte-ouvertement-le-s-dernieres-dictatures-damerique-latine/>

WIKIPÉDIA. **Portail:Politique canadienne.** Dernière mise à jour : Le 20 septembre 2015. En ligne : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Politique\\_canadienne](https://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Politique_canadienne)

WIKIPÉDIA. 2016. **Sommet du G20 de 2014.** Dernière mise à jour : Le 4 janvier 2016. En ligne : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet\\_du\\_G20\\_de\\_2014](https://fr.wikipedia.org/wiki/Sommet_du_G20_de_2014)



**Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Membre de l'Ordre National du Québec.**

*Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.*

Articles Par : **[Prof. Jules Dufour](#)**

## A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)